



AVENANT N°1

A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SERVICE DE POLICE MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE OUISTREHAM A LA COMMUNE DE COLLEVILLE-MONTGOMERY

Textes de références :

- Code de la sécurité intérieure : articles L511-4 et suivants, L512-1, L512-4 et suivants, R512-1 à 512-4 ;
- Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale ;
- Décret 2007-1283 du 28 août 2007 relatif à la mise en commun des agents de police municipale et de leurs équipements ;
- Décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Convention de coordination entre les communes de Ouistreham, Colleville-Montgomery, Saint-Aubin d'Arquenay et des forces de sécurité de l'État, en date du 19 mars 2021 ;
- Convention de mise à disposition du service de police municipale à la commune de Colleville-Montgomery, validée par délibération en date du 14 juin 2021 ;

ENTRE

La commune de OUISTREHAM, représentée par son maire, Monsieur Romain BAIL, habilité à cette fin par délibération du conseil municipal en date du 7 mars 2022,

D'une part,

ET

La commune de COLLEVILLE-MONTGOMERY représentée par son maire, Monsieur Frédéric LOINARD,

D'autre part ;

Liminaire :

Par délibération en date du 2 juillet 2017 consolidée le 29 janvier 2018, la commune de Ouistreham a validé le principe de la création d'un service mutualisé de police municipale avec la commune de Colleville-Montgomery, avec participation de la commune conventionnée au fonctionnement du service. Les 2 communes ayant tiré un bilan satisfaisant de cette mutualisation, la convention de mise à disposition, ci-après désignée « la Convention », a été renouvelée jusqu'au 31 mai 2024.

Pour améliorer encore la performance du service et moderniser son équipement, il a été décidé d'étendre la mutualisation au financement des investissements.

Aussi, **considérant** la démarche volontaire des deux collectivités de mettre à disposition le service de police municipale (PM) de la commune de OUISTREHAM à la commune de COLLEVILLE-MONTGOMERY, il convient d'acter cette nouvelle disposition par la signature d'un avenant modificatif à la convention, qui prendra également en compte l'évolution de l'effectif du service.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er}

L'article 1.1 de la Convention est réécrit comme suit :

« 1.1 - Les agents sont les suivants :

- Gautier DESRIVIERES, chef de service de police municipale,
- David CANUET, brigadier-chef principal,
- David LAURENCE, brigadier-chef principal,
- Yannick MONEL, brigadier-chef principal,
- Frantz MICHEL, brigadier-chef principal,
- Pierre FLORENTIN, brigadier-chef principal,
- Yohann HAYES, brigadier-chef principal
- Stéphane STANKOVIC, brigadier-chef principal,
- Yannick VILAIN, brigadier-chef principal.
- François LEROY, agent d'accueil et agent de surveillance de la voie publique. »

ARTICLE 2^{ème}

Une nouvelle section est ajoutée comme suit après la 1^{ère} section « répartition des charges financières en personnel, équipements et fonctionnement » de l'article **2.2 – Modalités financières** de la Convention :

❖ Cas particulier des équipements exceptionnels et des investissements :

Il est convenu que l'achat d'équipements exceptionnels ou la réalisation de petits investissements liés au service sera pris en charge conjointement par les communes conventionnées, à la condition que ces acquisitions et investissements soient validés par chacun des maires des communes conventionnées.

Le montant dû sera calculé sur la base hors taxe du coût de l'investissement, déduction faite, le cas échéant, des subventions dont la commune pourrait bénéficier, et réparti entre les communes au prorata de leur nombre d'habitant.

Le montant des charges d'investissement sera ajouté aux charges de fonctionnement vues dans la section précédente.

A titre d'information, le programme d'investissement du service pour les années 2021 et 2022 est exposé en annexe 1.

ARTICLE 3^{ème}

La durée de la convention est prolongée jusqu'au 31/12/2024. L'article 3^{ème} « Durée de la Mise à disposition » de la convention est modifié en conséquence.

Les modifications apportées à la convention par le présent avenant sont valables jusqu'au nouveau terme de la convention.

ARTICLE 4^{ème}

Les autres sections de l'article 2.2 et les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait à Ouistreham, le 10 mars 2022

Fait à Colleville-Montgomery, le 15 mars 2022

Le Maire de OUISTREHAM

Monsieur Romain BAILL



Le Maire de COLLEVILLE-MONTGOMERY

Monsieur Frédéric LOINARD

REÇU EN PREFECTURE

le 20/06/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0612-DL2023 0612_

Académie Musicale Internationale de la Côte de Nacre

Convention de mise à disposition d'un instrument de musique

Entre

L'association Académie Musicale internationale de la Côte de Nacre 63, rue Alexandre George 14150 Ouistreham, représentée par son président Alain Lepareur, habilité à signer ladite au titre de ses attributions, ci-après désigné AMI Côte de Nacre, d'une part,

Et

La ville de OUISTREHAM, place Lemarignier 14150 OUISTREHAM représentée par M. le Maire Romain BAÏL, d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : objet

L'AMI Côte de Nacre met à la disposition de la ville de OUISTREHAM l'année 2022-2023 un piano droit d'étude de marque Holstein et un tabouret piètement en hêtre.

Article 2 : valeur

Selon une estimation effectuée en août 2022 par l'accordeur monsieur Alexandre Francken, 104, avenue Henry Chéron à Caen, le piano a une valeur de l'ordre de 1000 à 1500 € (mille à mille cinq cents euros).

Article 3 : mise à disposition

L'AMI Côte de Nacre accepte la mise à disposition gracieuse à la ville de Ouistreham en contrepartie de la restitution de l'instrument à l'occasion d'éventuels concerts en cours d'année et en particulier durant le temps du festival annuel de musique classique qui se déroule généralement durant la deuxième quinzaine du mois d'août. ~~Le coût du transport de Caen à la Côte de Nacre pour un aller et retour par air est pris en charge par la ville de OUISTREHAM.~~

Article 4 : entretien du matériel musical

A l'issue de la mise à disposition, la ville de OUISTREHAM s'engage à restituer le piano à l'association AMI Côte de Nacre ~~après accord d'un accordeur et à fournir le justificatif de l'intervention.~~

Article 5 : assurances

L'instrument de musique et le tabouret sont assurés pour la valeur déclarée (cf article 2) par l'AMI côte de Nacre.

Article 6 : durée

La convention est conclue pour l'année 2022/2023 et renouvelable chaque année avec préavis de restitution de l'instrument deux mois avant la date choisie par l'AMI Côte de Nacre.

Fait à Ouistreham, le 7/10/2022

Le président de l'AMI Côte de Nacre

Alain Lepareur

[Signature]

La ville de OUISTREHAM



[Signature]

P/O

Sabine Miralles
Maire Adjointe
à la Culture
et au Patrimoine.



Affaire suivie par Christophe Bachelot, directeur du pôle événementiel

**CONVENTION
RELATIVE A L'UTILISATION ET L'ANIMATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS**

Entre: L'association AISO Basket représentée par Céline Fleutot agissant en qualité de Présidente, dûment habilitée par délibération de l'assemblée générale, demeurant 10 rue du Val à Ouistreham Riva-Bella

L'organisateur

D'une part,

Et:

La commune de Ouistreham, représentée par Monsieur Romain BAIL, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 ;

Le propriétaire,

D'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'utilisation et d'animation d'un équipement sportif et de préciser les créneaux prévisionnels qui seront réservés aux utilisateurs signataires et les créneaux en accès libre.

L'utilisation de l'équipement sportif du propriétaire est définie selon un planning annexé à cette convention. Les horaires indiqués correspondent à l'arrivée et au départ du site des utilisateurs. Toute demande d'utilisation exceptionnelle doit être formulée par écrit au propriétaire de l'équipement, au moins 15 jours à l'avance pour être instruite. L'utilisateur ne peut utiliser les équipements sportifs qu'avec l'accord écrit du propriétaire de l'équipement. L'utilisateur a l'obligation d'informer le propriétaire de l'équipement par écrit de la non utilisation des équipements sportifs et de tout changement de calendrier. En cas de non occupation des créneaux horaires mis à disposition, le propriétaire de l'équipement se réserve la possibilité de réaffecter les créneaux concernés à une autre association.

Article 2 - DESIGNATION DE L' EQUIPEMENT SPORTIF

Skate Park de Ouistreham Riva-Bella dans sa totalité (y compris aire d'apprentissage pour enfants & bowl) situé boulevard Maritime à Ouistreham Riva-Bella, enregistré parcelle cadastrée n° 25 section A1.

Article 3 - DESTINATION DES LOCAUX

L' équipements, objet de la présente convention, sera utilisé par l'utilisateur à usage exclusivement sportif. Toute utilisation de l'équipement à d'autres fins est soumise à l'accord préalable du propriétaire de l'équipement

Article 4 - ENTRETIEN, TRANSFORMATION, MODIFICATION DES LOCAUX

Le propriétaire de l'équipement s'engage à maintenir en parfait état de propreté, de fonctionnement et de sécurité les installations mises à disposition ainsi que le matériel lui appartenant.

L'utilisateur prend les locaux ou les équipements sportifs dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance.

L'utilisateur ne peut modifier l'agencement ou l'organisation des locaux qu'après accord exprès du propriétaire de l'équipement et sous son contrôle. En tout état de cause, ces modifications deviendront la propriété du propriétaire de l'équipement sans indemnité en cas de départ de l'utilisateur ou d'annulation des créneaux de mise à disposition.

Article 5 - CESSION, SOUS-LOCATION

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

De même, l'utilisateur s'interdit de sous-louer à titre onéreux ou gratuit tout ou partie des équipements sportifs, objet de la convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit. Le non-respect de cette règle entraînera l'annulation totale des créneaux de mise à disposition.

Article 6 - DUREE RENOUVELLEMENT

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de sa signature. Toutefois, cette entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par le propriétaire de l'équipement d'un exemplaire de la présente convention dûment signée par le représentant de l'utilisateur et de la présentation de l'attestation d'assurance.

Toute modification de ses dispositions doit faire l'objet d'un avenant.

Article 7 - CHARGES, IMPÔTS, TAXES

Les frais de nettoyage, de gardiennage, d'entretien, seront supportés par le propriétaire de l'équipement.

Les impôts et taxes de toutes natures relatifs aux locaux visés par la présente convention seront supportés par le propriétaire de l'équipement.

Les impôts et taxes relatifs à l'activité de l'utilisateur seront supportés par ce dernier.

Article 8 - ASSURANCES

L'utilisateur s'assurera contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace, et de dégâts des eaux et contre tout risque locatif et les recours des voisins et des tiers résultants de son activité ou de sa qualité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue.

L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction des locaux ou des équipements confiés.

L'utilisateur devra souscrire une assurance pour les risques liés à la pratique sportive, se déroulant sur les équipements visés par la présente.

Une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente convention.

Article 9 - RESPONSABILITE RECOURS

L'utilisateur sera personnellement responsable vis à vis du propriétaire de l'équipement et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait, ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

L'utilisateur répondra des dégradations causées aux biens mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par lui que par ses membres, préposés, ou des personnes accueillies lors de l'animation de l'équipement entraînements ou toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

Article 10 - OBLIGATIONS GENERALES DE L'UTILISATEUR

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que l'utilisateur accepte précisément à savoir :

- Faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité.
- Se conformer aux lois et règlements en vigueur en matière d'encadrement sportif.
- L'éducateur reste responsable du groupe qu'il encadre et il se doit de mettre en place tous les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des pratiquants. A ce titre, la propriétaire de l'équipement demande que les encadrants disposent d'un diplôme dans le domaine d'activité concerné (exemple : diplômes fédéraux).
- Respecter le règlement général d'utilisation des équipements sportifs du propriétaire de l'équipement (affiché dans tous les équipements sportifs) ainsi que toute réglementation existante spécifique à l'installation (règlement intérieur, capacité d'accueil, recommandations de la commission de sécurité ...).
- Assurer et faire respecter le bon ordre, la sauvegarde, la sécurité des personnes et des installations mises à disposition notamment lors de l'animation sportive. Dans l'hypothèse ou des actes de violence ont été perpétrés sous la responsabilité de l'utilisateur et ont fait l'objet d'une sanction, le propriétaire de l'équipement se réserve le droit de procéder à l'annulation des créneaux mis à disposition.

REÇU EN PREFECTURE

le 20/06/2023

Article 11 - OBLIGATIONS PARTICULIERES DE L'UTILISATEUR

Application agréée e-legalite.com

99_DE-014-2114 04884-2023 0612-DL2023 0612_

L'utilisateur s'engage expressément à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés.
- Fournir à la fin de chaque année un compte-rendu d'exécution de la réalisation des objectifs et actions prévues.

Article 12 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'utilisateur ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

Cette convention pourra être résiliée par le propriétaire de l'équipement à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, en cas de non-respect des lois et règlements régissant les relations entre les collectivités publiques et les associations ou en raison des nécessités de l'administration des propriétés communales ou pour des motifs d'intérêt général.

Dès que la résiliation sera devenue effective, l'utilisateur perdra tout droit à l'utilisation des locaux mis à disposition, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation.

Article 13- TRANSMISSION AU REPRESENTANT DE L'ETAT

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982, la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'État dans le département.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Ouistreham Riva-Bella le 26 mai 2023

Céline FLEUTOT



Présidente de l'AJSO Basket

Romain BAIL



Maire de Ouistreham Riva-Bella
Vice-Président de Caen la Mer
Ports, Littoral et Tourisme



Réf. Secrétariat Général
secretariat.general@ville-ouistreham.fr
 Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier
 BP 102 - 14150 Ouistreham
 Tél.02.31.97.73.25 – Fax.02.31.97.73.39
www.ouistreham-rivabella.fr

Objet/titre de la convention :

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal en vue d'une activité commerciale – activité foraine sédentaire -

EMPLACEMENT FORAIN DU PORT N°3

**« Les Délices du Port » - Place du Général de Gaulle
Année 2023**

Liminaire :

La Commune souhaite proposer sur le territoire communal des attractions et autres activités commerciales qui permettent par ailleurs d'animer et de valoriser le port, le front de mer et la plage. Ces activités sont soumises à autorisation d'occupation du domaine public, dans le respect de la réglementation des occupations du domaine public à caractère économique.

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L1311-5 à L1311-7, L2122-22 et 23, L2212-2, L2213-6 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), et notamment les articles L2122-1 et suivants ;

VU l'ordonnance du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et la nouvelle réglementation d'octroi des titres d'occupation ayant pour objet l'exploitation d'une activité économique, que la commune est tenue de mettre en œuvre ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 26 mai 2020 donnant délégation au Maire pour fixer le montant des droits de place et pour décider de la conclusion et de la révision du louage de choses ;

VU l'AOT n°14 488 11 06 dite du « Terrain des Manèges », accordée à la commune par le syndicat Ports de Normandie pour occuper et exploiter un espace situé sur le domaine public maritime du port de Caen-Ouistreham aux fins du maintien et de l'exploitation de manèges, jeux d'adresses et commerces de vente à emporter ;

VU l'avis favorable de la Commune à la demande présentée du bénéficiaire sollicitant le **renouvellement amiable** de son autorisation d'occuper temporairement le domaine public à Ouistreham afin d'installer et d'exploiter une activité foraine sédentaire sur le port ;

CONSIDERANT que cette activité participe à l'animation et au développement économique de la commune ;

CONSIDERANT que l'occupation sollicitée est compatible avec la destination du domaine public et qu'aucune activité similaire n'existe dans le proche environnement ;

CONSIDERANT que la présente autorisation ne pourra être effective qu'au terme de la publicité relative au renouvellement de l'autorisation accordée au bénéficiaire pour l'installation et d'exploitation d'une activité foraine sédentaire sur le domaine public de Ouistreham, qui se fera par affichage en mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune pour une durée de 15 jours après la signature des présentes, et sans qu'aucune réclamation de la part d'un concurrent n'ait été déposée pendant la période d'affichage de l'octroi de l'occupation du domaine public sollicitée ;

Entre les soussignés :

- **La COMMUNE DE OUISTREHAM**, représentée par Monsieur Romain BAIL, Maire de OUISTREHAM, agissant par délégation en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020, ci-après désignée « la Commune », d'une part,
- **& Monsieur Jean-Louis DAIRE**, domicilié 33, Rue Duquesne à Ouistreham (14150), d'autre part, Immatriculation /SIRET : n°398 105 122 RCS Le Mans Code NAF : ci-après désigné « le Preneur » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités d'occupation des locaux mis à la disposition du Preneur par la Commune.

I - DISPOSITIONS GENERALES**ARTICLE I.1. Objet de la mise à disposition**

La Commune met à disposition du Preneur, qui l'accepte, un emplacement sur le port de Ouistreham sous le régime précaire de l'occupation temporaire du domaine public dans le cadre d'une activité commerciale, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation	EMPLACEMENT FORAIN DU PORT N°3
Parcelle/emplacement	Terrain des manèges, domaine public maritime du port de Caen-Ouistreham (Ports de Normandie) sis Place du Général de Gaulle / Emplacement n°3
surface	54 mètres carrés (9m x 6m)
destination	Maintien et exploitation d'une activité foraine sédentaire <i>a minima</i> du 15/6 au 15/9
Descriptif/équipements	Stand de vente à emporter de pâtisseries, crêpes, gaufres, frites, arachides, confiserie, sandwiches, glaces, pizzas

Le bénéficiaire est tenu de n'occuper que l'emplacement qui lui est réservé, pour la surface mentionnée ; l'emplacement est mis à disposition vide de tout équipement.

ARTICLE I.2. Destination de l'emplacement

La mise à disposition est consentie aux fins de l'installation, du maintien et de l'exploitation des équipements visés à l'article 1, sous l'enseigne « LES DELICES DU PORT », sous les réserves qui suivent.

Le Preneur ne pourra exercer sur ledit emplacement une activité autre que celle définie au présent article, sauf accord exprès et écrit de la Commune.

ARTICLE I.3. Caractère personnel de la mise à disposition

La présente autorisation est rigoureusement personnelle, et à ce titre :

- Le Preneur sera tenu d'occuper et exploiter personnellement l'emplacement mis à disposition.
- **LES DROITS A LA PRESENTE AUTORISATION NE SONT AUCUNEMENT CESSIBLES :** toute cession ou toute sous-location, sous quelque forme que ce soit, est interdite – **sauf consentement exprès et écrit de la Commune.**

Dans le cas où le bénéficiaire souhaiterait céder son fonds, cette cession n'offrira aucune garantie de transmission de l'emplacement à son successeur.

Toute cession ou sous-location consentie au mépris de cette clause générera la révocation de la présente mise à disposition, et de fait la nullité de ladite cession ou sous-location.

- Le Preneur est responsable des conséquences de toute occupation de l'emplacement qui ne serait pas autorisée par la Commune et/ou dont celle-ci n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE I.4. Installation du Bénéficiaire

I.4.1 - Le Preneur prend l'emplacement décrit à l'article 1.1 dans l'état où le tout se trouve le jour de l'entrée en jouissance, tel que décrit dans l'état des lieux établi à la remise des clefs, sans aucun recours possible.

I.4.2 - Dans l'éventualité où, pour des motifs d'intérêt public, l'emplacement mis à disposition devrait être modifié, soit avant, soit après l'installation, le Preneur s'engage dans le délai qui lui sera imparti à se réinstaller au nouvel emplacement et ce, sans pouvoir prétendre à indemnité ou diminution du montant de sa redevance. De son côté, la municipalité prendra toutes dispositions pour que ce nouvel emplacement soit placé le plus près possible de celui initialement concédé.

I.4.3 - La présente autorisation autorise l'accès au domaine public des véhicules éventuellement nécessaires au montage et au démontage des structures et équipements liés à l'activité.

ARTICLE I.5. Règles applicables aux occupations du domaine public à caractère commercial

I.5.1. La présente autorisation relève de la réglementation des occupations du domaine public à caractère commercial, en application du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques. ;

A ce titre, il est procédé à la publicité de l'octroi de l'autorisation, par affichage en mairie et sur le site internet de la commune (www.ouistreham-rivabella.fr), pendant une durée de 15 jours.

I.5.2. En cas de renouvellement amiable, la nouvelle convention sera considérée comme **prolongation de l'autorisation existante**, sans que sa durée ne puisse excéder celle prévue à l'article L2122-2 du CG3P. Il est procédé à une publicité préalable pour informer le public de ce renouvellement et, en l'absence de toute remarque ou intérêt pertinent émanant d'un tiers, au terme de cette publicité, l'autorisation peut être reconduite et une nouvelle convention est établie.

I.5.3. En cas de non renouvellement de la présente convention avec le même bénéficiaire, l'autorisation d'occuper le domaine public sera soumise à un nouvel appel à candidature dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence, conformément à la réglementation des occupations du domaine public à caractère économique et/ou commercial et notamment l'article L2122-1-1 et suivants du CG3P.

II - CONDITIONS PARTICULIERES D'UTILISATION ET DE JOUISSANCE

ARTICLE II.1. Usage de l'emplacement

II.1.1 - Le preneur dispose du bien de manière limitée.

Il ne peut en faire un usage interdit par la loi et le règlement ou qui serait contraire à la destination pour laquelle le bien est mis à sa disposition.

II.1.2 - La Commune s'engage à assurer au Preneur la jouissance paisible de l'emplacement.

ARTICLE II.2. Gestion et entretien de l'emplacement et des équipements

II.2.1. Travaux :

- Pendant toute la durée de l'occupation, le Preneur aura à sa charge exclusive toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité et ne pourra exiger aucune remise en état ni exercer aucun recours contre la Commune pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de constatation d'un vice de nature à rendre impropre sa destination, tel qu'une pollution du site.
- Le Preneur fait son affaire personnelle des travaux de mise en conformité des lieux et de ses équipements avec les règlements sanitaires et de sécurité ; il supportera toutes réparations qui deviendraient nécessaires par suite soit de défaut d'exécution des réparations à sa charge, soit de dégradations résultant de son fait ou de celui de son personnel ou de sa clientèle.
- Le Preneur ne pourra rien faire ni laisser rien faire qui puisse détériorer les lieux mis à disposition.

Seules les installations mobiles sont autorisées sur l'emplacement concédé. La pose d'éventaires est permise, sous réserve qu'il ne soit percé aucun trou dans le sol sous quelque prétexte que ce soit, le concessionnaire étant tenu responsable des dégâts occasionnés au sol. Ces éventaires devront avoir une profondeur maximum de deux mètres.

Il ne pourra faire sur l'emplacement aucun travail de construction ou de démolition sans le consentement exprès et écrit du maire ; en cas de méconnaissance par le bénéficiaire de cette obligation, tous les travaux, améliorations, embellissements et décors quelconques qui auront pu être faits par lui et à ses frais resteront à son départ, de quelque manière et à quelque époque qu'il arrive, la propriété de la Commune, sans aucune indemnité, à moins que celle-ci ne préfère demander, aux frais du Preneur, le rétablissement des lieux dans leur état primitif, principalement si les transformations opérées mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local.

- Le Preneur devra immédiatement prévenir la commune des dégradations et détériorations qui seraient faites et qui rendraient nécessaires des travaux incombant à la commune.
- Le Preneur qui a l'intention de faire des travaux d'aménagement ou d'amélioration des lieux doit soumettre son projet à la Commune **pour avis conforme et préalable.**

En cas d'avis favorable, le Preneur est tenu de se conformer au projet soumis à l'avis et à toutes les prescriptions éventuelles de la commune, ainsi qu'au contrôle des services compétents ; tous les coûts inhérents à ces travaux, tant au niveau de leur réalisation que des études préalables, contrôles et frais divers, restent à la charge du Preneur qui ne pourra prétendre à aucune indemnité ni diminution de loyer, ni interruption de paiement du loyer, quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, sauf le cas de force majeure.

- Dans le cas où la commune jugerait nécessaire d'effectuer des travaux sur l'emplacement ou à proximité, le Preneur est tenu de les laisser exécuter, quelle qu'en soit la durée et sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ou dédommagement.

La commune est tenue de prévenir le Preneur 15 jours avant le début des travaux ; ce délai peut être réduit en cas d'urgence pour raisons de sécurité.

Si ces réparations durent plus de 40 jours, le loyer sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont le locataire aura été privé. A ce titre, le Preneur devra informer immédiatement la Commune de tout sinistre et des dégradations se produisant dans les lieux loués, même s'il n'en résulte aucun dommage apparent.

La Commune s'engage à **informer le Preneur de toute modification de la chose louée** et lui proposer, le cas échéant, une diminution correspondante de loyer ou de charges.

II.2.2. Entretien :

- Le Preneur est tenu de maintenir l'emplacement, le métier/le stand, et le matériel dans sa totalité en parfait état de propreté, d'entretien et de fonctionnement ; faute de quoi, la Commune, après une simple mise en demeure par lettre recommandée, pourra faire procéder d'office au nettoyage aux frais du Bénéficiaire.
- Le Preneur exécutera toutes les petites réparations et travaux nécessaires pour maintenir les lieux et les équipements en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations, qu'il les ait lui-même installées ou non.

ARTICLE II.3. Fourniture énergies / eau potable

II.3.1 - Pour le bon exercice de son activité et les besoins de l'exploitation de son équipement, le Preneur est autorisé à se raccorder au réseau électrique propriété de la commune le plus proche, qui est mis à sa disposition pendant toute la durée de l'occupation.

II.3.2 - Le montant des charges liées à l'exploitation (abonnement et consommations) n'est pas compris dans le montant de la redevance.

II.3.3 - Le Preneur est responsable de ses consommations liées à son exploitation ; il veillera à limiter l'accès au branchement et s'assurera de la bonne fermeture des réseaux en fin d'exploitation.

ARTICLE II.4. Publicité et enseignes

II.4.1. La publicité est subordonnée à l'accord préalable du Maire ou de son représentant, qu'elle se fasse par voie d'affiches ou par panneaux.

II.4.2. Le Preneur pourra apposer toute enseigne lumineuse ou non et ce sous son entière responsabilité et sauf à se soumettre aux prescriptions administratives en réglementant la pose et l'usage et à acquitter toutes taxes pouvant être dues à ce sujet, le dossier d'installation devra toutefois être soumis préalablement à la ville pour accord. Cette enseigne devra être solide et entretenue en bon état. Son installation sera faite aux risques et périls du Preneur qui sera seul responsable des accidents que sa pose ou son existence pourrait occasionner.

III – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE III.1. Redevance due par le Preneur

Il est opéré un lissage sur plusieurs années entre les AOT Port n°3 et Port n°4, en appliquant une augmentation globale de 3%, avec répartition de l'écart sur les 2 bénéficiaires :

emplacement	situation	surface	Année N-1		évolution	Année N	
			Tarif N-1	Ratio/m ²		Nouveau Tarif	Ratio/m ²
PORT N°3	Pl. Gén.de Gaulle	70m ²	7 770€	111			
PORT N°4	Pl. Gén.de Gaulle	70m ²	6 930€	99			
loyer global Port3+Port4			14 700€	105	+3%	15120 à 15140€	108€

La mise à disposition de l'emplacement désigné à l'article 1.1 est consentie en contrepartie du versement d'une redevance, fixée à SIX MILLE CENT DEUX euros (6 102€) hors taxes à partir des critères suivants :

emplacement	situation	surface	Tarif N-1	Ratio N-1/m ²	Ratio N au m ²	évolution	Nouv. Tarif N
PORT N°3	Pl. Gén.de Gaulle	70m ²	7770€	111			
		54m ²			113	+1.8%	6 102€

Le paiement s'effectuera par chèque barré, virement postal ou bancaire à l'ordre du Trésor Public, en quatre versements trimestriels égaux, le premier versement devant être opéré en mairie dès la signature de la présente et les suivants au 15 avril, 15 juillet et 15 octobre de l'année d'exploitation, auprès du Service de Gestion Comptable de Caen.

ARTICLE III.2. Impôts et charges

III.2.1 - Les droits auxquels pourrait donner lieu la présente convention sont à la charge du Preneur. Celui-ci s'engage à acquitter tous les impôts, contributions, taxes professionnelles lui incombant personnellement, de manière à ce que la Commune ne soit pas inquiétée à ce sujet.

III.2.2 - Le preneur devra régler ses consommations d'eau et d'électricité.

III.2.3 - Le Preneur est assujéti à toutes taxes inhérentes à la publicité et aux enseignes.

III.2.4 - Il devra justifier de l'acquit de ses charges, impôts et taxes à la commune à toute réquisition, et notamment en fin de contrat et avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

IV – POLICE, SECURITE ET RESPONSABILITE

ARTICLE IV.1. Obligation réglementaires - généralités

Le Preneur s'engage à user paisiblement de l'emplacement suivant la destination qui lui est donnée.

Dans le cadre de son activité, il est tenu de se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, etc., relatives à la tranquillité et au maintien de l'ordre public, à l'hygiène, à la santé publique et à la protection de l'environnement, sans que cette liste soit exhaustive.

D'une façon générale, le Preneur devra satisfaire à toutes les charges et obligations de Ville et de Police auxquelles l'exploitation pourrait donner lieu - notamment celles relatives à la sécurité des biens et des personnes et **respecter strictement les prescriptions de l'arrêté municipal en date du 1er décembre 1972** approuvé le 15 décembre 1972, dont il déclare avoir parfaite connaissance.

ARTICLE IV.2. Contrôle et Sécurité

Le Preneur est tenu de faciliter toutes les visites et inspections que la Commune jugerait utile. De même, il est tenu de laisser pénétrer sur son emplacement tout agent public qui en solliciterait l'accès pour les besoins de ses missions.

Le Preneur est responsable de la conformité, de la surveillance et de la mise en sécurité de ses installations et équipements. Il fournira les barrières de protection qu'il jugera nécessaires à la sécurité de ses usagers et du public.

ARTICLE IV.3. Assurances

IV.3.1 - Le Preneur est tenu de **s'assurer** auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, pour couvrir tous les dommages aux biens dont il est propriétaire ou dépositaire et les recours des voisins et tiers, ce pendant toute la durée de l'autorisation, ce pendant toute la durée de sa jouissance.

IV.3.2 - De la même façon, le Preneur est tenu de souscrire une police d'assurance en responsabilité civile pour se garantir contre les risques de toute nature pouvant résulter de son activité et de l'installation de ses équipements, et couvrir les sinistres vis-à-vis des tiers dont il pourrait être tenu responsable, personnellement ou du fait de ses employés, intermédiaires ou clients/usagers.

IV.3.3 - Le Preneur justifiera de ces assurances et de l'acquit régulier des primes à toute réquisition de la commune, **ce dès son installation.**

IV.3.4 - Le cas échéant, le Preneur devra rembourser à la commune toutes primes ou surprimes d'assurances qui viendraient à être réclamées à la commune du fait de l'exercice de son activité.

ARTICLE IV.4. Responsabilité**IV.4.1 - Responsabilité du Preneur :**

Le Preneur reste responsable de tout dommage causé par son fait, par celui des personnes dont il doit répondre, de sa clientèle ou du fait de ses installations ou des choses qu'il a sous sa garde. Ainsi, il est tenu de réparer tous dommages ou dégradations dont il est tenu responsable, sous peine de poursuites.

En ce qui concerne plus particulièrement l'exploitation d'une attraction, la responsabilité civile du Preneur sera engagée à l'exclusion de celle de la commune, du fait de la mise en place, de l'existence et du fonctionnement des installations, qui doivent toujours être tenues en bon état de d'entretien dans le respect des normes de sécurité pour éviter tout accident.

Le Preneur est responsable de la surveillance de son emplacement et de tous les biens et installations qui pourraient y exister.

IV.4.2 - Responsabilité de la Commune :

La responsabilité de la ville sera entièrement dérogée pour tout ce qui concerne l'occupation l'emplacement et l'activité du Preneur, notamment en cas de vol ou détérioration, sans que cette énumération soit limitative. Notamment, la commune décline toute responsabilité :

- pour les dommages, vols ou dégradations que le Preneur pourrait éprouver ou causer, ce dernier déclarant expressément accepter cette dérogation à toute jurisprudence contraire qui pourrait prévaloir ;
- Dans le cas où, par fait de force majeure, il y aurait interruption de fourniture de gaz, d'eau, d'électricité, etc.

V - DUREE DE LA MISE A DISPOSITION**ARTICLE V.1. Durée**

La présente convention à caractère précaire et révocable est conclue **pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023**, soit pour une durée de 12 mois.

Le concessionnaire sera tenu d'exercer son activité sur l'emplacement concédé **sans interruption** du 15 juin au 15 septembre.

A la date d'expiration, l'autorisation cessera de plein droit. L'administration aura la faculté de la renouveler sur la demande du permissionnaire.

ARTICLE V.2. Caractère précaire de l'autorisation

La présente autorisation est concédée à titre précaire et révocable.

La ville pourra modifier ou mettre fin à tout moment et unilatéralement à la concession, pour motif d'intérêt général et notamment dans le cas où le syndicat Ports de Normandie reprendrait son autorisation d'occuper le domaine public, sans que le Preneur puisse se prévaloir de l'application des dispositions législatives régissant les baux commerciaux.

Dans le cas de ce retrait, la redevance pourra être remboursée pour partie au Preneur, au prorata du temps d'occupation restant à couvrir (pour un minimum d'un mois restant). La décision reste à la discrétion de la Commune.

Le retrait de la concession interviendra de plein droit si le Preneur contrevient aux dispositions du présent cahier des charges, notamment en cas de non règlement de la redevance aux échéances prévues ou de cession sans autorisation, sans préjudice, s'il y a lieu, des poursuites pour délit de grande voirie et sans que le Preneur puisse prétendre à aucune indemnité ni dédommagement.

ARTICLE V.3. Fin de la mise à disposition**V.3.1 - Reprise des locaux à l'initiative de la Commune**

La Commune s'engage à accompagner le Preneur dans sa recherche d'un autre local dans l'éventualité où le présent local devrait être réquisitionné ou serait rendu indisponible pour des motifs d'intérêt public et/ou général.

V.3.2 - Renoncement du Bénéficiaire

Le Preneur qui, pour une raison quelconque, entendrait renoncer définitivement à ses droits avant le terme de la convention,

devra solliciter la fin de l'autorisation ^{99_DE-014-2114 04884-20230612-DL20230612} en respectant un préavis de 2 mois.

Dans le cadre d'un renoncement avant terme, le Preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni aucun remboursement de redevance.

En cas de renonciation et donc de non renouvellement de la présente convention avec le même Preneur, l'autorisation d'occuper le domaine public sera soumise à un nouvel appel à candidature, conformément à la réglementation des occupations du domaine public à caractère économique et/ou commercial.

V.3.3 - Fin d'occupation et remise en état

En cas de révocation ou de cessation de l'occupation pour quelque raison que ce soit, le Preneur rendra les lieux en l'état où il les aura trouvés à la date de sa première occupation ; constat sera fait à l'état des lieux de sortie établi avec les services municipaux.

Le Preneur dispose de 2 mois à compter de la date établie de sa fin d'occupation pour remettre les locaux en état conforme à l'état des lieux d'entrée.

En cas de non-respect de cette clause, la commune pourra procéder d'office à la remise en état et exiger du Preneur le remboursement des frais engagés pour cette remise en état.

Dans le cas où le Preneur, avec l'accord écrit de la Commune, renonce à son obligation de démonter ses installations et vider les lieux dans le délai fixé, ses biens et équipements deviennent propriété de la commune sans aucune indemnité pour le Preneur qui y renonce de fait au profit de la Commune.

A sa sortie, le Preneur est tenu de rendre toutes les clefs et autres titres d'accès qui auraient pu lui être confiés du fait de son autorisation.

La remise des clés ou leur acceptation par la commune ne pourra en aucun cas valoir décharge au Preneur des réparations dont il peut être tenu et des loyers et charges restant dus.

Le Preneur s'engage à **ne pas déménager sans s'être conformé à ses obligations**, ni sans avoir auparavant présenté au bailleur les quittances justifiant du paiement de ses charges.

VI - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE VI.1: Conditions suspensives et clauses résolutoires

VI.1.1 - La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations, notamment celles liées au code de l'urbanisme.

La présente autorisation est soumise à la réglementation de l'occupation du domaine public à caractère économique et commercial et de ce fait à la mise en concurrence et à la publicité de son octroi. Elle ne sera effective qu'au terme de la publicité de la signature des présentes, sans qu'aucun autre concurrent ne se soit fait connaître, n'ait présenté une quelconque réclamation ou n'ait marqué un quelconque intérêt pour l'emplacement.

La Commune ne peut pas être reconnue responsable en cas d'une sélection régulière défavorable au bénéficiaire, notamment dans le cas d'une demande de renouvellement de sa part ou de mutation à son successeur.

VI.1.2 - La présente convention peut être dénoncée par la Commune à tout moment pour motif d'intérêt général, en cas de force majeure ou pour des motifs sérieux : dans ce cas, la redevance serait alors remboursée au Preneur au prorata du temps d'occupation restant à couvrir.

VI.1.3 - La convention sera résiliée de plein droit, par simple lettre recommandée si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention, notamment en cas de non règlement de la redevance aux échéances prévues. Dans ce cas, le Preneur s'engage à libérer les lieux **dans les huit jours de la réception de la mise en demeure**, sans pouvoir prétendre à indemnité et sans préjudice de celle que pourrait demander la commune.

ARTICLE VI.2: Litiges et voies de recours

En cas de litige, les parties veilleront à trouver une solution amiable par l'intermédiaire d'un médiateur désigné de commun accord.

A défaut d'accord amiable, l'une ou l'autre des parties ou tout tiers qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal administratif compétent pour un recours contentieux dans les 2 mois qui suivent la notification de la présente décision ou l'accomplissement de la dernière formalité de publicité prévue à l'article R2124-11 du CG3P.

En cas de demande de recours gracieux saisi auprès du Maire de la Commune, auteur de la décision, le délai de recours contentieux commence à compter de la réponse de la Commune. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

ARTICLE VI.3: Annexes

➤ Plan de situation

Le Preneur,
Monsieur Jean-Louis DAIRE
Notifié le : 11/05/2023

[Signature]

OUISTREHAM, le 20 décembre 2022,

la Commune de OUISTREHAM,
Le Maire,
Romain BAIL

[Signature]
